

Dialogues germano-luxembourgeois à l'ombre du Troisième Reich

Henri Wehenkel

La guerre de 1940 a commencé longtemps avant l'arrivée des soldats. Pour faire la guerre, il faut penser la guerre, et cette tâche appartient aux fabricants d'idées. Depuis 1931 il existait en Allemagne un institut de recherche qui s'occupait tout particulièrement du Luxembourg et qui n'a pas spécialement intéressé l'historiographie patriotique. Quand dans les pays voisins les historiens critiques se sont mis au travail pour enquêter sur cette science allemande, ils ont trouvé porte close au Luxembourg.

Quelque chose est peut-être en train de changer. Un livre récompensé par la Fondation Robert Krieps et édité par le *Lëtzebuurger Land* pourrait ouvrir de nouvelles pistes. Son auteur, Bernard Thomas, qui n'est pas un inconnu pour les lecteurs de *forum*, a présenté en 2009 à la Sorbonne un master qui porte sur l'activité des « Volksdeutsche Forschungsgemeinschaften » (VFG). Thomas reprend les recherches qu'Emile Krier avait entamées en 1978 à Bonn¹ avant de s'enliser dans les sables grand-ducaux.

Bernard Thomas a beaucoup de talent, ce qui comporte des risques. Il court à gauche et à droite et parfois chasse trop de lièvres à la fois. La lecture de son livre est passionnante, mais le recours au vocabulaire à la mode peut agacer. Un fait n'est plus un fait mais un « lieu de mémoire » ou encore un « master narrative ». On ne parle plus que de topos, de sous-textes, de vecteurs, de réseaux et de réseautages. Lorsque Bernard Thomas se met à traduire le « volksdeutsch » en langue sciences po, une « Oberschicht » devient une élite, « ein Weltbild » un imaginaire, un « Volkssplitter » une écharde ethnique. On a intérêt à se reporter au texte original en bas de page, car le jargon des « Volkstumsforscher » est intraduisible. Les mots ne sont pas neutres et l'auteur le sait. Ils ont une charge affective et leur sens

change selon la langue qui les véhicule. La définition du sens des mots est un enjeu de pouvoir. Celui qui possède ce pouvoir peut dominer, conquérir, coloniser.

Les chercheurs attachés aux VFG étaient parfaitement conscients de leur mission. Créées en 1931, donc encore avant l'arrivée au pouvoir des nazis, elles étaient liées au « Verein für das Deutschtum im Ausland » (VDA) et bénéficiaient du soutien financier des ministères de l'Intérieur et de l'Extérieur, leur but étant de faire de l'extérieur l'intérieur, d'effacer Versailles et de préparer la Grande Allemagne.

Le Traité de Versailles avait amputé l'Allemagne, l'avait encerclée, morcelée, émietlée sur les bords et corrompue dans son âme. Si on voulait rendre à l'Allemagne sa force et sa liberté d'action, il fallait d'abord restaurer sa substance ethnique, purifier son corps social de tous les éléments parasites et nocifs, récupérer les provinces perdues, réveiller le sens de l'appartenance ethnique, reconquérir l'espace de peuplement nécessaire.

Cette révision des réalités créées par la guerre 14-18 s'inscrivait dans la révolution conservatrice d'une droite traumatisée. Le concept central était celui de *Volk* au sens de communauté qui s'oppose au terme français de « peuple » au sens de société. Le peuple au sens allemand est un concept ethnique lié au sang et au terroir. La communauté ethnique est constituée d'un ensemble de tribus et de familles liées par l'origine et le destin. Le peuple au sens français est constitué d'un ensemble d'individus liés par un contrat social ou un plébiscite quotidien, il s'oppose au pouvoir, à la classe dominante. Le peuple est un concept politique, démocratique, révolutionnaire, tandis que le *Volk* s'oppose aux étrangers, à ceux qui

THOMAS, Bernard,
*Le Luxembourg dans la
ligne de mire de la
Westforschung, 1931-1940*,
276 pages.



sont différents, c'est un concept culturel, biologique, contre-révolutionnaire.

Les VFG comptaient 1 000 chercheurs organisés de façon transfrontalière dans six ou sept directions : Pays-Bas, Lorraine-Luxembourg, Alsace-Suisse, Autriche, Tchéquie, Pologne, Scandinavie. Les responsables se réunissaient deux fois par an à Berlin pour fixer leur ligne et coordonner leur action. Pour le Luxembourg, réuni avec la Rhénanie, la Sarre, la Lorraine et la Belgique germanophone (Arlon, Eupen-Malmédy), le port d'attache était l'Université de Bonn. Une demi-douzaine de chercheurs travaillaient sur le Luxembourg sous la direction de l'historien Franz Steinbach.

Franz Steinbach, âgé de 38 ans au moment de l'arrivée au pouvoir de Hitler, avait consacré sa thèse de doctorat (*Studien zur westdeutschen Stammes- und Volksgeschichte*, 1926) à la ligne de partage entre l'espace culturel germanique et l'espace culturel roman. Se basant sur l'étude des noms de lieux et des sites funéraires il arriva à la conclusion que la frontière linguistique n'était qu'une ligne de retrait ethnique (« völkische Rückzugslinie ») par rapport aux territoires investis initialement par les migrations germaniques au Moyen Âge, qu'il fallait donc décrire l'infrastructure biologique des comportements intellectuels grâce à des cartes anthropologiques : « Die wenigen Karten, die wir bisher besitzen, lassen erkennen, dass wir es bei den süddeutschen und südwestlichen Schwarzhäutigen und Dunkeläugigen nicht mit Relikten, sondern mit Vorbrucherscheinungen zu tun haben, die an den Einfallstoren auch kultureller südlicher Strömungen liegen. » Steinbach est catholique, il réussit le tour de force d'être membre à la fois de la Caritas et de la NS « Volkswohlfahrt » et de conserver une certaine liberté d'esprit lui permettant même de suspecter Hitler de vouloir abandonner les « vieux territoires de culture allemande de l'Ouest ».

Franz Petri, son assistant, poursuivit la recherche de Steinbach quand il fut promu en 1940 au poste de conseiller culturel de la *Kommandatur* à Bruxelles. En analysant les squelettes trouvés dans le Nord de la France et en Wallonie il découvrit qu'il s'agissait de « Skelette hochgewachsener, langschädeliger Menschen nordischer Rassenzugehörigkeit ». Il en déduisit qu'il avait à faire à des Allemands qui s'ignoraient et qu'il fallait les récupérer et rééduquer pour sauver leur patrimoine génétique. C'est donc du côté de Dijon et de Reims que se trouvaient maintenant les « portes d'invasion » dont il fallait s'assurer le contrôle. L'étude de Petri plût tellement au Führer, qu'il la dévora pendant une nuit d'insomnie en mai 1942 comme le relate son secrétaire Henry Picker :



En 1940, le *Westforscher* Josef Schmithüsen s'essaye comme photographe dans le Luxembourg occupé (© Service des sites et monuments nationaux)

« Das Buch habe ihn ausserordentlich bestärkt in der Überzeugung, dass es sich bei Wallonien und Nordfrankreich um altes deutsches Gebiet handle. Die Fülle der deutschen Ortsnamen, deutscher Bräuche und deutschen Sprachguts bringe einen fast lückenlosen Beweis. »

Josef Schmithüsen avait 23 ans quand il fut engagé en 1932 comme chercheur auxiliaire à l'institut de géographie de l'Université de Bonn, mais la chance lui sourit en 1935. Il décrocha une bourse de recherche de la « Notgemeinschaft deutscher Wissenschaftler » pour explorer le Luxembourg à vélo accompagné de ses étudiants. En 1936 il fut nommé à la tête de la filiale de Bonn de la « Volksdeutsche Mittelstelle » (VoMi), une organisation tentaculaire dépendant des SS. En 1939 il présenta un doctorat sur la *Geographie des Luxemburger Landes* qui fut édité sous forme de livre quelques semaines avant l'invasion allemande. Après avoir constaté les similitudes des paysages et des formes d'habitation par rapport à l'Allemagne voisine, l'auteur se mit à recompter la population en termes de « Volkstum », ce qui consistait à soustraire les juifs luxembourgeois et à ajouter les Français d'origine lorraine à la population autochtone. Ensuite, il chercha à déterminer la situation de ces vrais Luxembourgeois en termes de caractère national : « Die Luxemburger nennen gutmütige Biederkeit, Treue und Unabhängigkeit als ihre wichtigsten Eigenschaften. Wir sehen beim Luxemburger weniger das lebhafteste Temperament des mittelrheinischen Moselfranken als vielmehr eine gemütliche, heitere Besonnenheit oder auch ruhige, berechnende Zähigkeit, wie man sie am Niederrhein findet. » Après ce portrait plein de gentillesse, Schmithüsen se met à distinguer les différents types de Luxembourgeois : « Der Öslinger ist wie der Eifelbauer bei der Arbeit langsam und zäh. Er ist fromm, aber gläubig und wortkarg, aber geistig rege [...] Die Bewohner

**La définition
du sens des
mots est un
enjeu de pouvoir.
Celui qui
possède ce
pouvoir peut
dominer,
conquérir,
coloniser.**



Franz Steinbach, dirigeant de la *Westdeutsche Forschungsgemeinschaft* et Franz Petri, son protégé

des Gutlandes sind durchweg rationalistischer [...] und gelten als heiterer, geselliger und gesprächiger als diese. » Ces différences sont dues aux caractères raciaux : « Die Bevölkerung Luxemburgs ist ähnlich der des ganzen Rhein-und Moselgebietes rassisch nicht einheitlich zusammengesetzt. Neben mittelgrossen blonden Gestalten erscheinen wie in Lothringen oder am Oberrhein kleinwüchsige, rundschädliche Menschen mit dunklem Haar und dunklen Augen. Der Anteil des rein dunklen Typus dürfte etwa ein Fünftel der Gesamtbevölkerung ausmachen [...] Mehr als ein Drittel der Bevölkerung trägt in Schädelform, Haar- und Augenfarbe Merkmale heller Rasselemente. »

Schmithüsen débarqua le 21 juin 1940 à Luxembourg, il institua Kratzenberg à la tête de la « Volksdeutsche Bewegung » et conseilla le Gauleiter Gustav Simon. Il eut l'occasion d'appliquer sa science selon la devise : « Mir wëlle bleiwe wat mer sin, urdeitsch Muselfranken. » Schmithüsen quitta en novembre 1940 le Moselland pour assumer des fonctions plus importantes à Berlin.

Il faudrait ajouter Mathias Zender envoyé par Steinbach à Arlon, le dialectologue Adolf Bach et l'archiviste Wolff Graf Metternich parmi tous ceux qui travaillèrent sur le Luxembourg et vinrent comme conférenciers auprès du Volksverein, du Jungbauernbund, du Sprachverein et de la Gedelit. Tous poursuivirent leur carrière universitaire après la fin de la guerre. Schmithüsen occupa la chaire de géographie à Sarrebruck où il consacra une attention toute particulière à ses étudiants luxembourgeois. L'un d'eux lui consacra un panégyrique dans *forum* au moment de sa mort.²

Qui furent les Luxembourgeois qui se mirent à la disposition des idéologues de la Grande Allemagne ? Peut-on plaider à leur sujet l'ignorance ou l'in-

conscience ? Quand la « Westdeutsche Forschungsgemeinschaft » fut fondée en juin 1931 à Bingen, deux Luxembourgeois étaient présents : Nicolas Welter et Camille Wampach. Trois colloques furent consacrés au Luxembourg, le premier eut lieu à Bonn en juillet 1932, le deuxième à Saarlouis en septembre 1934, le troisième à Bitburg en septembre 1936. Trois Luxembourgeois présentèrent un rapport : Camille Wampach, Joseph Meyers, Nicolas Margue. Les abbés Wampach et Majerus furent nommés en 1934-35 professeurs à l'Université de Bonn sur proposition de l'ambassade allemande, tandis que Welter se vit attribué en 1937 le prix Josef von Görres destiné à récompenser les mérites pour le « deutsches Volkstum ». Tous les trois faisaient partie, en même temps que Nikolaus Hein et Damian Kratzenberg du comité des « Luxemburger Gewährsmänner » qui conseillait l'ambassade allemande pour l'attribution des bourses d'études.

Nicolas Majerus recevait depuis 1927 des subventions du « Verein für das Deutschtum im Ausland » en tant que secrétaire général des « Volksvereine ». Il était considéré par Steinacher, chef du VDA, comme une personne « die es auch als religiöse Pflicht empfindet, das angestammte deutsche Volkstum gegen die französische Überfremdung und Entwurzelung zu schützen. » (Emile Krier, p. 412) Nommé professeur de droit romain à Bonn il n'assura plus ses cours en janvier 1940, la guerre ayant rendu superflu l'enseignement du droit romain.

Camille Wampach, un savant austère, spécialiste du Moyen-Âge et de Saint Willibrord, n'eut aucun état d'âme pour se mettre en place pour récupérer la chaire de Wilhelm Levison, son patron de doctorat destitué en tant que juif, ni d'avertir l'ambassade allemande en 1936 concernant « die wenig schöne Einstellung gewisser Stipendiaten zum deutschen Kulturbelang. » (Emile Krier, p. 376). En 1941 il fut proposé pour le Görres-Preis. Il était prêt à accepter, à condition que le prix lui soit remis à Bonn et non à Luxembourg. Il fut remercié en mars 1942. Après la guerre il réclama des indemnités pour le dommage subi.

Nicolas Welter, ancien ministre et poète national, est selon Bernard Thomas l'auteur luxembourgeois le plus cité par les chercheurs de la WFG à cause de sa profession de foi de 1926 concernant le « ununterbrochenen Kampf, den das Deutsche in unserem Lande führen musste zur Eroberung des Platzes, der ihm an erster Stelle in der Geistesbildung unseres deutschsprachigen Stammes gebührt ». Mais également sa définition du luxembourgeois plaît aux Westforscher qui le citent ainsi : « « Luxemburger ist wer die Luxemburger Sprache redet », sagt Nikolaus

Welter, fügt aber dabei sogleich hinzu, dass diese "Sprache" nur eine deutsche Mundart ist. » Il reçut le Görres-Preis en 1937 et fut ensuite coopté dans le jury, dont il faisait encore partie en 1942.

L'historien Josy Meyers écrivit sa thèse de doctorat sous la direction de Steinbach et de Bach à l'Université de Bonn où, en 1931, il avait également publié son premier article dans les *Rheinländische Vierteljahresblätter* sur la « Sonderstellung Luxemburgs im deutschen Kulturverband ». Il était, selon Bernard Thomas, « l'homme de contact principal » dont Steinbach dit en mai 1935: « Wir haben keinen treueren Freund in Luxemburg als ihn. » A Bitburg, Meyers insista sur le « Luxemburger Sonderbewusstsein » qui aurait existé même avant 963. Le « Volkstum » luxembourgeois se serait ainsi réveillé « wenn der Fremde an die alten Überlieferungen rührte ». L'étranger étant dans ce cas le révolutionnaire français ou le réformateur autrichien. Bernard Thomas note que si Meyers utilise le terme de « Sonderbewusstsein » et non de « Nationalgefühl », pour Meyers les deux termes seraient identiques. La nuance est importante car elle pose la question de la compatibilité entre *Volkstum* allemand et *Volkstum* luxembourgeois. Meyers formule le « Luxemburger-tum » en termes « völkisch », ce que Thomas appelle le tournant ethno-nationaliste.

Nicolas Margue fait un peu figure de corps étranger dans cette compagnie, Meyers avait insisté à le faire inviter en 1937. Margue est de formation française, son nationalisme est plutôt étatiste que populiste, plus proche de Maurras que de Rosenberg. Il ne cache pas ses réticences à l'égard des conceptions allemandes : « Luxemburgisches Nationalgefühl ist nicht entstanden aus der Einheit des geographischen Raumes, die früher nicht vorhanden war und jetzt nicht vorhanden ist. Es hat sich auch nicht in erster Linie entwickelt, weder in frühen Zeiten noch heute, aus einer Rassen- und Spracheinheit. » Les responsables des VFG tinrent pourtant à publier son exposé. La participation d'un homme politique de cette stature était plus importante qu'une phrase avec des sous-entendus. On peut admirer à titre rétrospectif le courage et la clairvoyance de Margue. Une question demeure : qu'est-il allé faire à Bitburg en septembre 1936 ? Quand Steinbach arriva en janvier 1938 à Luxembourg pour donner une conférence à la Gesellschaft für deutsche Literatur und Kunst, Margue invita les organisateurs et leur hôte à dîner. Les ponts n'étaient donc pas coupés. Margue était à ce moment ministre de l'Instruction publique.

Meyers et Hein se seraient-ils engagés dans le comité de la Gedelit en avril 1937, s'ils avaient cru que tout était perdu ? Comment expliquer ces contradictions ?

Peut-on parler de la cristallisation d'un discours national luxembourgeois anti-pangermaniste par un double mouvement d'imitation et d'opposition ? Le tournant ethnoculturel du discours national fut-il à l'origine d'un esprit de résistance qui ne reculerait pas devant le sacrifice suprême ?

Remarquons d'abord que le nationalisme luxembourgeois est né en 1918 avec la naissance de la Nationalunion et le traumatisme catholique de la crise dynastique. Les mythes du *Klöppelkrieg*, des Luxembourgeois de Transsylvanie et des provinces perdues s'incrument dans les consciences à ce moment-là.

Quant au tournant de 1936 il faudrait l'intégrer dans son contexte politique. En septembre 1936 il n'est pas encore clair pour tout le monde de quel côté vient la menace, de l'Allemagne de Hitler ou du Front Populaire ? Le « Luxemburgertum » et le « Deutschtum » ne sont pas nécessairement incompatibles, du moment que l'on estime que l'Allemagne est prête à un compromis. En novembre 1936, le congrès du parti de la droite se tient sous trois mots d'ordre : « 1. Schutz des Luxemburgertum 2. Abwehr der Überfremdung 3. Unterbindung der umstürzlerischen Tendenzen. » Le gouvernement vient de décider de faire voter une loi qui interdirait le parti communiste ainsi que toutes les formations visant à modifier l'ordre constitutionnel. Le « Luxemburgertum » de 1936 n'oppose pas le Luxembourgeois aux Allemands, mais les « vrais Luxembourgeois » à ceux qui ne le sont pas, étrangers et mécréants. Autant qu'un mouvement purement identitaire, c'est un tournant autoritaire et un retour aux valeurs chrétiennes qui s'annonce.

A trop parler d'identité nationale on oublie qu'il y a toujours plusieurs identités. Cela n'empêche pas que l'idéologie ethnocentrique structurera une partie de la résistance et une partie de la collaboration et qu'elle s'incarnera dans une certaine culture populaire des années cinquante avec ce mélange de restauration morale, de croisade anticommuniste et d'esprit européen. Loin d'appartenir au passé la résurgence de l'ethnocentrisme est aujourd'hui une réaction à la mondialisation et à la disparition de l'Etat.

On peut dire que le livre de Bernard Thomas ouvre des perspectives à long terme, dont nous n'avons pas fini de discuter. Il aide à comprendre le monde en train de se faire. ♦

1 Emile Krier, *Deutsche Kultur- und Volkstumspolitik von 1933-1940 in Luxemburg*, Bonn 1978

2 Voir *forum* n° 78/1985, voir aussi notre réponse dans le n° 79.

Le « Luxemburgertum » et le « Deutschtum » ne sont pas nécessairement incompatibles, du moment que l'on estime que l'Allemagne est prête à un compromis.
